

SYNTHESE

Expérimentation de la méthodologie ACT Evaluation pour le secteur du tourisme



1. CONTEXTE DE L'EXPÉRIMENTATION

LE SECTEUR DU TOURISME

Le secteur du tourisme occupe une place importante en France, avec une consommation touristique de 180 milliards d'euros en 2022, soit plus de 7% du PIB. Ce tourisme sur le territoire national est cependant contributeur au changement climatique à hauteur de 97 millions de tonnes de CO2e et est donc lié à 11% des émissions françaises.

L'une des principales particularités du secteur du tourisme est la pluralité des activités de ses acteurs. 5 des 7 sous-secteurs identifiés sont représentés dans l'expérimentation : le transport de passagers et le tourisme d'affaires et événementiel ne sont pas inclus dans les entreprises évaluées.

ACT TOURISME

L'expérimentation ACT Tourisme s'inscrit dans le cadre du plan Destination France lancé en 2021 et visant à « conforter la France dans sa place de 1ère destination touristique mondiale et de faire du tourisme français un secteur porteur d'excellence, de croissance et d'emploi, fondé sur un modèle plus qualitatif, durable et résilient ». En particulier, l'un des objectifs de ce plan est de renforcer la durabilité du secteur et inscrire les activités dans des démarches actives de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Contrairement aux autres méthodologies ACT développées pour un secteur spécifique, l'expérimentation ACT Tourisme a été réalisée pour évaluer la maturité du secteur et l'applicabilité de la méthodologie ACT existante pour les entreprises du tourisme. Des recommandations sur l'amélioration de la méthodologie ACT pour intégrer le secteur du tourisme font l'objet d'une note méthodologique dédiée.



OBJECTIFS DE L'EXPERIMENTATION

L'expérimentation ACT Tourisme vise à :

- Évaluer la robustesse des stratégies de décarbonation des 10 entreprises
- Dresser un état des lieux de la transition bas-carbone du secteur
- Tester l'applicabilité des méthodologies ACT pour le secteur du tourisme
- Proposer d'éventuelles améliorations

L'expérimentation pour le secteur du tourisme a été réalisée, pour le compte de ACT, par I Care by BearingPoint, Eco2Initiative et Utopies.

ENTREPRISES ÉVALUÉES

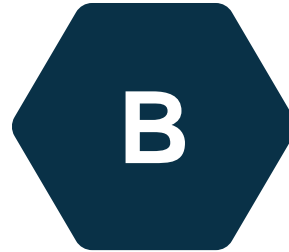


2. RESULTATS DE L'EVALUATION DES ENTREPRISES

RESULTATS GENERAUX



Le **score moyen de performance est de 7/20**, 13 étant le score le plus élevé et 4 le score le plus bas. Seules 2 des 9 entreprises ont atteint plus de 50% au score de performance. Le meilleur score obtenu est dû à un suivi précis des émissions des actifs de l'entreprise (qui constituent son enjeu principal) et une gouvernance forte sur les enjeux carbone. Les manquements identifiés pour le score le plus bas portent sur l'absence d'objectifs et d'actions de réduction, l'entreprise en étant à son premier bilan d'émissions de gaz à effet de serre.



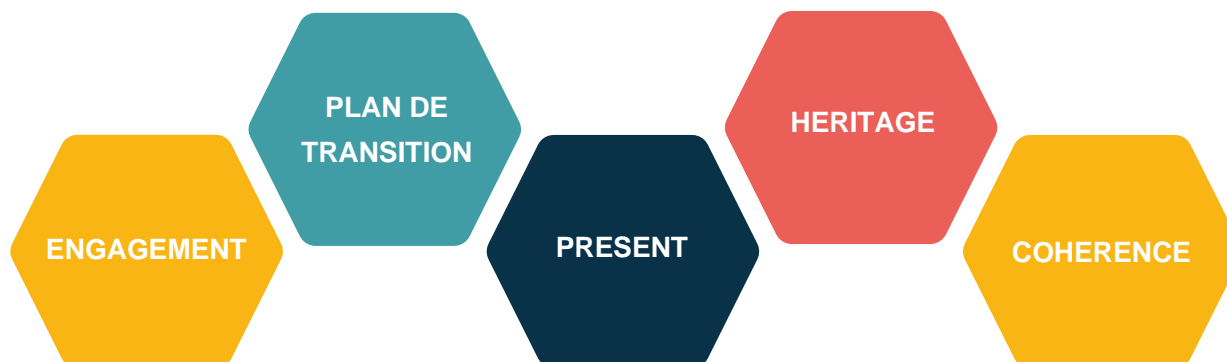
Le **score narratif moyen est de B** avec une variabilité de C à B, soit un échantillon relativement homogène. 6 entreprises sur 9 ont obtenu un B. La note maximale a été obtenue pour toutes les entreprises pour la réputation étant donné une absence de controverses environnementales. Les scores les plus faibles ont été obtenus sur la dimension « modèle d'affaire et stratégie » indiquant que les entreprises ne sont pas sur le point d'être alignées bas carbone. Le meilleur score obtenu est lié à une bonne cohérence de la stratégie et une démarche de sensibilisation des partenaires économiques et pouvoirs publics autour des enjeux de mobilité. Au global, on note une faible prise en compte des enjeux carbone des déplacements clients ainsi qu'une remise en question limitée du modèle d'affaire.



Le **score de tendance moyen est de (+)**. Au total, 5 entreprises ont obtenu (+) et 4 ont obtenu (=). Aucune n'a obtenu un score de (-). Le résultat reflète un échantillon en bonne voie d'améliorer sa performance carbone et sa stratégie en moyenne. Si ces entreprises étaient réévaluées dans quelques années, le score de performance serait alors a priori plus élevé que 7. Ceci s'explique par des actions fortes mises en place (électrification de flotte, rénovation énergétique, éco-conception des repas...) ou en cours d'implémentation qui devraient porter leurs fruits à court-terme. Etant donné un manque de vision long-terme et pour certains un plan de transition incomplet (objectifs, indicateurs de suivi, ressources humaines et financières notamment), il est cependant difficile d'attester une amélioration dans la durée.

LES 5 QUESTIONS CLES ACT

Comme toutes les expérimentations ACT, l'expérimentation ACT Tourisme permet de donner un aperçu de la performance du secteur et de répondre aux 5 questions transverses de ACT. Les paragraphes suivants résument les tendances et les défis au niveau du secteur dans ces 5 éléments. Ces informations ne s'appliquent pas uniformément à toutes les entreprises participantes et ne doivent pas être interprétées comme une indication des performances de chaque entreprise. Il s'agit d'une analyse de haut niveau des tendances communes identifiées tout au long de l'expérimentation. Les informations spécifiques aux entreprises sont fournies dans les rapports individuels des entreprises, qui ne sont pas accessibles au public.



1

La plupart des entreprises se sont fixées des objectifs de réduction des émissions de GES. Ces objectifs sont généralement à court ou moyen-terme. Au global, les engagements manquent de vision long-terme et d'objectifs intermédiaires. On constate également une couverture partielle des émissions, Scope 3 en particulier, avec peu ou aucun engagement sur la mobilité des clients.

2

Pour parvenir à transitionner vers un monde bas carbone, les entreprises ont des stratégies qu'il reste à consolider. Malgré certains investissements forts prévus dans des actifs bas carbone (électrification de flottes, rénovation de bâtiments), les activités bas carbone occupent une part encore très faible de l'activité et des revenus, avec peu de suivi concret et de plans financiers associés. La dépendance aux déplacements fortement carbonés des clients est encore aujourd'hui peu adressée dans les plans de transition des entreprises.

3

La plupart des entreprises ont pris en main le sujet de la transition bas carbone à un haut niveau managérial avec quelques cas d'incitations liées au respect des objectifs de réduction GES. Certaines entreprises de l'échantillon implémentent déjà des mesures fortes de réduction de leur impact (flottes de véhicules, repas, offre bas carbone) et engagent leurs parties prenantes (fournisseurs et clients) sur les sujets climatiques. Des leviers d'action restent cependant à mettre en place pour atteindre les objectifs individuels de chacun, en particulier sur les postes les plus importants comme les déplacements des clients, les achats de produits et les immobilisations.

4

Peu d'entreprises ont fixé des engagements dans le passé. Certaines entreprises commencent tout juste à suivre leurs performances carbone et à définir leur stratégie climatique (bilans des émissions en cours de complétude, pas d'objectifs de réduction quantifiés) mais mettent d'ores et déjà en place des actions de réduction de leurs émissions. Pour les entreprises qui disposent de données sur les dernières années, le rythme de réduction des émissions n'est aujourd'hui pas suffisant pour atteindre les objectifs intermédiaires et en cours. Des efforts supplémentaires sont à fournir. Il est donc difficile d'attester de la fiabilité des engagements des entreprises du secteur.

5

Dans l'ensemble, les évaluations ont montré que les stratégies climatiques étaient relativement cohérentes pour chaque entreprise et intégraient les enjeux principaux de chaque sous-secteur d'activité. Toutefois, des manquements ont été identifiés au niveau du périmètre des actions, avec peu de remise en question d'un modèle d'affaire en partie basé sur des déplacements des clients qui viennent sur site, et peu de leviers actionnés en faveur de la réduction de ces émissions. Cet enjeu représente un défi important pour le secteur du tourisme et les entreprises ne savent aujourd'hui pas comment l'adresser.

3. CONCLUSIONS



SUCCÈS DE L'EXPÉRIMENTATION

- 9 évaluations ont été réalisées, ce qui a permis d'identifier des améliorations méthodologiques pour refléter au mieux les enjeux du secteur du tourisme, avec une bonne représentativité du secteur à la fois en termes de taille d'entreprise et de sous-secteurs.
- De nombreuses entreprises impliquées dans l'expérimentation ont fait preuve d'un bon engagement, y compris, dans quelques cas, d'un retour d'expérience complet sur le processus de collecte des données et la méthodologie.
- La méthodologie d'évaluation actuelle montre clairement aux entreprises où se situent les principales lacunes et les principaux points à améliorer. Elle encourage un plus grand suivi des performances, et formalisme sur les stratégies et les plans de transition climatiques ce qui contribuera à relever le niveau pour l'ensemble du secteur.
- Les entreprises évaluées sont généralement satisfaites de l'expérimentation. Par exemple, certaines d'entre elles ont souligné que l'évaluation était un exercice fructueux, qui les a aidées à finaliser leur stratégie de décarbonation, ou que la nature holistique de l'analyse leur a donné une meilleure idée de ce qu'elles peuvent faire pour améliorer leur performance climatique.



LIMITES DE L'EXPÉRIMENTATION

- Pour réaliser une évaluation ACT, certains prérequis doivent être validés au préalable sans quoi l'évaluation peut être retardée ou impossible à réaliser. Cela a été le cas sur des entreprises disposant de bilans des émissions de gaz à effet de serre incomplets sur les Scopes 1, 2 et 3.
- La phase d'harmonisation a eu pour objectif de réduire les biais subjectifs liés à la perception de l'analyste. Par ailleurs, l'expérimentation s'est déroulée sur la base de méthodologies existantes non adaptées, et bien que certaines pistes d'adaptation aient été relevées, celles-ci n'ont pas été implémentées pour la version finale des évaluations. Ceci a donc pu avoir des effets sur les notes individuelles, par exemple dans le cas de l'intégration ou non de postes d'émissions comme les déplacements des clients et l'hébergement dans les bilans. Des incertitudes existent donc et il convient de les garder en tête dans la comparaison des résultats individuels.
- La taille de l'échantillon et la différence de méthodologies sectorielles n'ont malheureusement pas permis d'études comparatives par sous-secteur qui auraient permis d'identifier des spécificités.